



Direction Générale Ressources
Direction des Finances

Décision n° 2024_0425C

REGIE HORODATEURS
Régie d'avances et recettes n° 10022

Objet : Mise en place nouveau marché de gestion des Horodateurs- Modification objet de la dépense

Décision

La Maire de Nantes,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu la délibération n° 2022-46 du 24 juin 2022 portant sur la refonte du régime indemnitaire ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 15 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au maire, aux adjoints et éventuellement aux conseillers municipaux ;

Vu l'arrêté n° 2023_108ARR du 26 octobre 2023 portant délégations de fonctions et de signatures aux élus ;

Vu la décision n° 2019-74DEC en date du 5 mars 2019 instituant une régie d'avances et de recettes auprès du service Stationnement pour la gestion des Horodateurs de la Ville de Nantes ;

Vu le marché n°2023-85886 notifié le 1^{er} août 2023 et confiant la gestion des Horodateurs de la Ville de Nantes à la SAPL NANTES METROPOLE GESTION SERVICES (NMGS).

Vu l'avis conforme avec réserves du comptable public assignataire en date du 21 décembre 2023;

Décide

Article 1^{er} : Il est institué une régie de recettes et d'avances auprès de la Direction des services de mobilité de la Ville de Nantes, selon les conditions fixées dans le marché 2023-85886 attribué à la société NMGS pour une durée de trois ans du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026 avec reconduction possible tacitement deux fois par périodes successives d'un an.

Article 2 : Cette régie est installée au siège de NMGS, 14-16 rue Racine 44000 Nantes.

Accusé de réception en préfecture
044-214401093-20240123-2024_04DEC-AR
Date de télétransmission : 23/01/2024
Date de réception préfecture : 23/01/2024

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Droits de stationnement sur domaine public
- Droits d'entrée pour les résidents
- Droits de stationnement pour les professionnels
- Produits générés par l'envoi des SMS

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire
- Téléphone portable
- Prélèvement automatique
- Internet
- Virement bancaire

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets, compte usagers, factures ou reçus.

Article 5 : La régie paye les dépenses suivantes :

- Remboursements trop-perçus aux usagers
- **Remboursement des Forfaits Post Stationnement suite à contestation FPS**

Article 6 : Les dépenses désignées à l'article 5 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Virement
- Chèques

Article 7 : Un compte de dépôts de fonds est ouvert au nom du régisseur es-qualité auprès de la Direction Générale des Finances Publiques.

A titre dérogatoire, en application du marché 2023-85886 précité le titulaire encaisse sur le compte DFT de la régie les recettes provenant des services optionnels (SMS) proposés par l'opérateur de téléphonie mobile. Ces recettes sont ensuite reversées directement à l'opérateur de téléphonie mobile par le régisseur, à minima mensuellement sur la présentation d'un état détaillé comportant l'objet et le montant reversé.

Ces sommes ne peuvent donner lieu à placement par le titulaire. Ces opérations devront être strictement retracées en deux comptes de tiers spécifiques.

Article 8 : L'intervention d'un ou de plusieurs mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 9 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 500 000 €.

Article 10 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 10 000 €.

Article 11 : Le régisseur est tenu de verser auprès du comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois.

Article 12 : Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses à la fin de chaque mois.

Article 13 : Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de manquement des fonds selon la réglementation en vigueur.

Article 14 : Les mandataires suppléants ne percevront pas d'indemnité de manquement des fonds selon la réglementation en vigueur.

Article 15 : M. le Directeur Général des Services et la Responsable du Service de Gestion Comptable de Nantes sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Nantes, le 23/01/2024

Pour Madame La Maire,

Le 1^{er} adjoint

Bassem ASSEH

Transmis en Préfecture et
mis en ligne le 23/01/2024

PlanetPress Suite 2023.2.9.6120